



1 JOUR

12 ÉLUS MAX

PRÉSENTIEL / VISIO

BEST

# Actualisation droit du travail

Se tenir à jour des dernières évolutions législatives, réglementaires et jurisprudentielles en droit du travail.

## — DESCRIPTION

Le droit du travail évolue en permanence : lois, ordonnances, décrets, accords de branche, jurisprudence de la Cour de cassation et du Conseil d'État se succèdent à un rythme soutenu. Pour les élus du CSE, rester à jour est une nécessité pour exercer leur mandat avec efficacité et crédibilité. Cette formation annuelle de mise à jour permet aux élus et aux professionnels RH de maîtriser les dernières évolutions et d'en mesurer concrètement l'impact sur la gestion de l'entreprise et les droits des salariés.

## — OBJECTIFS PÉDAGOGIQUES

- Identifier et comprendre les dernières évolutions législatives en droit du travail
- Mesurer l'impact des nouvelles dispositions sur les droits des salariés
- Intégrer les apports de la jurisprudence récente de la Cour de cassation
- Maîtriser les nouveautés en matière de négociation collective
- Adapter les pratiques du CSE aux nouvelles obligations légales
- Connaître les évolutions en matière de temps de travail et de congés
- Suivre les réformes relatives à la santé au travail et à la prévention
- Anticiper les prochaines évolutions réglementaires annoncées

## — PROGRAMME

- Panorama des réformes législatives récentes : lois, ordonnances, décrets
- Actualité de la négociation collective : accords de branche et d'entreprise
- Nouvelles obligations en matière d'égalité professionnelle et de lutte contre les discriminations
- Évolutions du droit du licenciement : motifs, procédures, barème Macron
- Actualité jurisprudentielle : arrêts marquants de la Cour de cassation
- Réforme de la santé au travail : prévention, suivi médical, inaptitude
- Évolutions en matière de temps de travail, télétravail et droit à la déconnexion
- Nouvelles dispositions sur l'assurance chômage et la formation professionnelle
- Actualité de la protection sociale : arrêts maladie, maternité, paternité
- Impact des évolutions sur les attributions du CSE et ses obligations
- Questions-réponses et analyse de cas pratiques issus de l'actualité récente

